

Par Houshang Sepehr



Iran : la guerre comme accélérateur de la précarisation des travailleur.euses

Une inflation qui détruit les conditions de vie

Les chiffres officiels du Centre statistique iranien pour mars 2026 sont sans équivoque : 50,6% d'inflation annuelle, 71,8% en glissement annuel, et plus de 112 % pour les produits alimentaires.

Derrière ces statistiques, une réalité sociale brutale : la population travailleuse est confrontée à une destruction continue de ses conditions d'existence. Se nourrir, se loger, se soigner devient chaque jour plus difficile. L'inflation n'est plus une donnée économique : elle est un mécanisme d'appauvrissement massif.

Une crise ancienne, aggravée par la guerre

La guerre n'a pas créé cette situation. Elle l'a accélérée.

Avant même l'escalade actuelle, l'économie iranienne était déjà en crise : sanctions, récession, corruption structurelle, instabilité du marché du travail. Dans ce contexte, la guerre agit comme un amplificateur brutal.

Chaque choc supplémentaire — perturbations logistiques, incertitudes sur la production, tensions politiques — se traduit immédiatement par des pertes d'emploi, des retards de salaire et une hausse des prix.

Travailler sans salaire, survivre à crédit

À l'usine Darugar, à Téhéran, les ouvriers continuent de produire malgré plusieurs mois d'arriérés de salaires. Selon l'agence ILNA, dépendant du ministère de travail, certain.es employé.es n'ont perçu que trois à cinq mois de rémunération, tandis que d'autres affirment ne plus pouvoir nourrir leur famille.

Le phénomène est structurel : en Iran, travailler ne garantit plus de percevoir un salaire. Le retard de paiement devient un outil de gestion de la crise par le transfert du coût sur les travailleur.euses eux-mêmes. Endettement, privations, impossibilité de se projeter deviennent la norme.

Les licenciements déguisés en “fin de contrat”

À ville d'Ilam, les travailleur.euses de la raffinerie de gaz de Chavar ont manifesté après la suppression de plus de 150 emplois sur environ 350.

Officiellement, il ne s'agit pas de licenciements, mais de « contrats arrivés à expiration ». Cette mécanique permet de rendre invisibles les suppressions d'emplois et d'éviter toute responsabilité directe de l'employeur.

Entre l'entreprise, les sous-traitants et les autorités locales, les responsabilités se dissolvent. Mais les conséquences, elles, sont bien réelles : chômage, perte de revenus et absence totale de protection.

Sous-traitance : un outil de précarisation systémique

Le système de sous-traitance n'est pas un simple mode d'organisation du travail. Il est devenu un dispositif central de précarisation.

Il permet de maintenir des travailleur.euses sur des projets pendant des années sans leur garantir la moindre stabilité. Dès qu'une crise éclate, ils/elles deviennent de simples “contrats expirés”, sans recours.

L'État et les employeurs : une responsabilité partagée

Il est impossible de séparer les responsabilités de l'État et des employeurs privés. Les uns licencient ou retardent le paiement des salaires, les autres tolèrent, organisent ou normalisent ces pratiques.

Ce n'est pas un déficit de régulation : c'est une logique de gestion de crise où la priorité est donnée à la protection des profits, au détriment des moyens de subsistance.

La guerre comme outil de discipline sociale

Dans ce contexte, la guerre devient aussi un instrument politique et social.

Elle permet de justifier les licenciements, de retarder le paiement des salaires, de criminaliser les protestations et d'imposer l'idée que le moment n'est pas à la revendication mais à la résignation.

Mais sur le terrain, cette “patience” imposée se traduit par la faim, les loyers impayés, les soins reportés et la dégradation quotidienne de la vie.

Une crise du travail et du pouvoir

La crise actuelle dépasse largement la question des salaires ou de l'emploi. Elle est aussi une crise du pouvoir et de la représentation.

Dans de nombreux cas, les travailleur.euses se tournent vers les institutions sans obtenir de réponse. Les mécanismes officiels apparaissent inefficaces, voire totalement déconnectés des réalités sociales.

Fragmentation des luttes et nécessité d'organisation

Les luttes restent isolées : ici des salaires impayés, là des licenciements, ailleurs des arrêts de production. Cette fragmentation permet au pouvoir de réduire chaque conflit à un problème local ou technique.

C'est précisément ce qui rend centrale la question de l'organisation indépendante des salarié.es, des comités de travailleur.euses, et des réseaux de solidarité. Non pas comme

principe abstrait, mais comme nécessité concrète face à la dégradation des conditions de vie.

Une entrée dans une nouvelle phase de crise sociale

Inflation massive, salaires confisqués, licenciements déguisés et précarisation généralisée dessinent une dynamique claire : la classe ouvrière est entrée dans une phase de dégradation structurelle de ses conditions d'existence.

Une phase que ni les discours officiels, ni les appels à la "stabilité", ni les justifications liées à la guerre ne parviennent à masquer.